Parti Révolutionnaire
www.sitecommunistes.org
Communistes

27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : http://www.sitecommunistes.org
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org
https://x.com/PRCommunistes

03/09/2026

Proche Orient et Amérique latine : la semaine des vendus !

1. La fin pitoyable du Rojava

Le chef kurde syrien Mazloum Abdi qui dirigeait les combattants armés du soi-disant Rojava, a annoncé, mardi 25 août au soir, la dissolution de ses forces armées. Au passage, les *media* annonçant la nouvelle en France, nous bassinent avec le fait que ces forces ont vaincu les mercenaires de DAESH, comme si l'armée syrienne, le Hezbollah et les Gardiens de la Révolution iraniens n'avaient pas aussi infligés de lourdes pertes aux supplétifs de l'impérialisme US, lequel soutenait aussi les miliciens kurdes de Syrie. Cette annonce est la concrétisation de l'application d'un accord signé avec le président syrien, Ahmed Al-Charaa en février dernier. A cette occasion, fin janvier dernier, *Le Monde* pouvait écrire : « *Les Kurdes avaient le soutien des Occidentaux, et surtout celui des États-Unis. Ceux-ci viennent de le leur retirer : Washington abandonne ses alliés d'hier. Les aléas de l'atroce guerre civile qui ravagea la Syrie de 2011 à 2024 avaient permis à la minorité kurde (3 millions sur 23 millions) de se tailler un fief, une région autonome, dans le nord-est du pays. Les Kurdes l'appelaient le "Rojava". L'accord que le nouveau maître de Damas, Ahmed Al-Charaa, a imposé vendredi 30 janvier aux chefs du parti kurde syrien met fin à l'expérience du Rojava. Elle aura duré douze ans – sans menacer personne.* ».
Ainsi s'achève la farce de la « révolution » du Rojava, consolidant le pouvoir des mercenaires fascistes d'Al-Qaïda en Syrie.
Le même Mazloum Abdi, également dirigeant du PYD, le parti fondé au moment de la constitution de l'enclave pro US du Rojava, s'était exprimé pour tenter de rassurer après la signature de l'accord, en février dernier. Selon lui, l'objectif central était l'instauration d'un cessez-le-feu afin d'éviter une menace réelle de massacre contre la population : « *Nous avons constaté que les puissances internationales n'étaient pas en mesure d'empêcher cette menace. Nous avons donc pris nos responsabilités pour protéger les droits de notre peuple.* ». Une habile traduction pour dire : « Nous avons constaté que les impérialistes US nous ont totalement laissé tomber. ».
L'accord exclut toute entrée de l'armée syrienne dans les villes et villages kurdes, avait souligné Abdi notamment dans les régions de Jazira et de Kobané. Une force relevant du gouvernement syrien de transition sera temporairement déployée à Hassaké et Qamishlo afin de superviser le processus. La sécurité intérieure est toujours assurée par les forces d'Asayish (police kurde). Des comités conjoints ont été mis en place pour gérer les affaires administratives, sans prise de contrôle sécuritaire ou politique des villes. Les dirigeants d'Al-Qaïda n'ont pas d'inquiétude à se faire, ils le savent les soi-disant « révolutionnaires » kurdes leur sont tout acquis. D'ailleurs, l'intégration des forces militaires kurdes dans leur armée fantoche, débutée le 2 février est désormais accomplie, comme l'a annoncé Abdi.
Les dirigeants du PYD ont relayé Abdi, le même 25 août, en insistant sur le fait suivant, l'accord vise avant tout à préserver les acquis de la pseudo-révolution. Ainsi, les villes kurdes sont protégées sur les plans politique, militaire et administratif. Les acquis dans les domaines de la culture et de l'éducation sont maintenus. Les décisions continuent d'être prises par les conseils locaux, et les responsables actuellement en poste resteront en fonction. Cela prouve bien que l'État fantoche d'Al-Julani n'a rien à craindre d'eux et qu'ils sont ralliés.

Les petits bourgeois fans du « Rojava » en France ne s'y trompent pas. Au hasard, voici un extrait d'une amère déclaration d'un comité de soutien au Rojava situé en France : « *L'accord signé par le président syrien, Ahmed Al-Charaa, met fin à l'expérience du Rojava, une région autonome du nord-est du pays. Les États-Unis ont donné leur feu vert à la dissolution de ce fief et de sa branche militaire. Nous laissons tomber ceux sans qui*

l'organisation Etat islamique (EI) n'aurait pas été vaincue en 2017. Souvenons-nous : l'EI était la forme la plus toxique du djihadisme islamiste. Le groupe faisait trembler Américains et Européens, et était en passe de changer le profil du Moyen-Orient. Sans les Kurdes, et plus spécifiquement les Kurdes de Syrie, l'EI eût été plus mortifère, et sans doute plus longtemps encore. ». Des courants anarchistes ou libertaires nous avaient présenté, en 2012 lors de la création du « Rojava », cette entité comme le lieu de la supra révolution féministe, en occultant que les séparatistes avaient le soutien des impérialistes US auxquels ils avaient confié la gestion des champs pétrolifères. Plus politicien, le député LFI Thomas Portes, président du groupe d'études Kurdes à l'Assemblée nationale, avait salué le 10 mars dernier « *un accord historique pour réunifier la Syrie après 14 ans de guerre, en intégrant les institutions kurdes civiles et militaires du Rojava.* ». Et, comme d'habitude avec les partis de gauche, il avait demandé au Premier ministre un débat sur la situation en Syrie et ainsi argumenté : « *Plus d'un an après la chute de Bachar el-Assad, la représentation nationale doit exprimer sa solidarité avec le peuple syrien et interroger le rôle de la France dans le processus de paix.* ». Cette manie de vouloir toujours mêler l'impérialisme français à ce qui se passe au Proche-Orient, spécialement dans les anciennes colonies du Liban et de Syrie révèle encore, s'il le fallait, la perméabilité de la France Insoumise aux thèses impérialistes et néocolonialistes françaises. On n'a pas de nouvelles du débat.

2. Les exigences de l'État colonial sioniste vis-à-vis des mercenaires de l'impérialisme occidental qui dirigent la Syrie

Voici le contenu d'un document remis le 29 août dernier par David Barnea, chef du Mossad, au « ministre des Affaires étrangères » du gouvernement fantoche de Syrie, il concerne les exigences de la direction coloniale sioniste vis-à-vis des mercenaires de l'impérialisme occidental en place à Damas.

1- L'ouverture d'une ambassade israélienne à Damas et d'un consulat à Alep.

2- L'ouverture d'un point de passage reliant le sud de Deraa à Soueïda1[1] (le « corridor David »), connectant directement le nord de la Palestine occupée à la région kurde du nord de la Syrie.

3- La création d'une zone de sécurité de 40 à 50 kilomètres de profondeur à l'intérieur du territoire syrien, placée sous l'administration directe d'Israël en matière de sécurité et de maintien de l'ordre.

4- L'engagement de la Syrie à limiter ses effectifs militaires à un maximum de 30.000 hommes, agissant exclusivement comme une force de sécurité intérieure sur le modèle de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie.

5- Établir Soueïda comme une région autonome fédérale directement liée à la zone de sécurité située dans la zone rurale de Deraa.

6- Autoriser les forces israéliennes à mener des incursions militaires en territoire syrien chaque fois qu'une menace sécuritaire ou un incident survient.

7- La Syrie s'engage à expulser toutes les factions palestiniennes et à extrader leurs dirigeants.

8- La Syrie s'engage à accorder la citoyenneté syrienne à tous les réfugiés palestiniens présents sur son territoire, tout en renonçant définitivement à toute revendication concernant le prétendu « droit au retour».

9- La Syrie s'engage à supprimer toute mention de la Palestine de tous les programmes scolaires.

10- La Syrie s'engage à nommer M. Eid (ShmantobBachour), chef de la communauté juive de Damas, à l'Assemblée du peuple, et à porter la représentation juive à cinq sièges dès l'arrivée de la première vague de personnes de retour des États-Unis.

11- La Syrie s'engage à mettre à disposition cinq postes militaires dans le nord d'Alep et le nord de Lattaquié pour servir de points de surveillance radar aux forces israéliennes.

12- La Syrie s'engage à ne construire ni aéroports, ni forces aériennes, ni systèmes de défense aérienne, et à n'utiliser que des hélicoptères d'épandage agricole ainsi que des pistes d'atterrissage à usage agricole.

13- La Syrie s'engage à interdire les partis politiques fondés sur des bases nationalistes ou religieuses et à combattre l'extrémisme religieux.

14- La Syrie s'engage à adopter une législation sanctionnant quiconque s'en prend aux Juifs ou à Israël, que ce soit par une loi spécifique ou par un amendement au Code pénal visant à poursuivre les actes antisémites.

15- La Syrie s'engage à indemniser les Juifs syriens pour les biens situés à Qamichli, Damas, Jobar ainsi que dans les quartiers d'Al-Jamilia et d'Achrafieh à Alep, et à restituer les biens autrefois gérés par Albert Qamoo à l'actuel dirigeant Eid Bachour, conjointement avec Henri Hamra.

16- La Syrie s'engage à adhérer aux Accords d'Abraham dans un délai de deux ans et à bâtir une société démocratique.

Ce document a fait l'objet d'une fuite, et révèle sans équivoque la raison pour laquelle Ahmed al-Sharaa (Abu Mohammad al-Joulani) a été porté au pouvoir : démanteler systématiquement les capacités militaires de l'État syrien et livrer entièrement sa souveraineté nationale à Israël. En transformant les forces armées en une simple force de police, en cédant des corridors frontaliers, en autorisant des incursions militaires étrangères sans

restriction en reniant les engagements historiques de la Syrie, la direction actuelle orchestre la capitulation totale du pays.
Il est assez intéressant de regarder les points forts de cet ultimatum. D'abord, les sionistes protègent leurs supplétifs druzes, ils n'ont pas tant d'alliés actifs dans la région. En ce sens, notons l'exigence d'un corridor les reliant à la région des Kurdes de Syrie. L'État colonial sioniste, on le sait, entretient d'excellentes relation avec les mafias kurdes d'Irak, il est bien possible qu'il en soit de même avec les dirigeants du PYD, soutenus depuis 2012 par l'impérialisme US, et ont accepté de dissoudre l'essentiel de ce qu'ils maîtrisaient dans l'État fantoche d'Al-Julani.
Les sionistes veulent une armée syrienne servant simplement à maintenir l'ordre dans la zone contrôlée. C'en est humiliant pour les chefs d'Al Qaïda, car même l'Autorité palestinienne dispose de 60 000 mercenaires armés et eux en auraient seulement 30 000. Ils exigent aussi un blanc-seing pour intervenir là où ils veulent quand ils le veulent et des bases dans le Nord Est de la Syrie, c'est-à-dire aux abords de la Turquie.
L'essentiel concerne la Palestine et les Palestiniens. Les dirigeants sionistes poursuivent leur objectif d'effacer le nom même de la Palestine, ici dans les manuels scolaires1[2], d'en finir avec le droit au retour et de faire en sorte que les Palestiniens deviennent syriens (ou jordaniens ou... papous) ou qu'ils soient expulsés, non seulement de Palestine, mais des pays avoisinants. Et, bien entendu, il s'agit de livrer les dirigeants de la Résistance palestinienne afin que les sionistes les torturent dans leurs geôles et les y gardent jusqu'à la mort.
Mais, si les Palestiniens sont la principale cible, ce n'est pas la seule. L'exigence d'interdiction des partis politiques fondés sur des bases religieuses, ce qui est quand même culotté pour les représentants d'un État quasiment théocratique, signifie l'interdiction de toute opposition ou velléité de résistance, surtout le plus important c'est l'interdiction de partis fondés sur des bases nationalistes. Même mort et enterré, le nationalisme arabe fait toujours peur aux sionistes.
Nous pouvons enfin noter la volonté des dirigeants sionistes d'empêcher toute remise en cause de leur État colonial génocidaire en demandant des sanctions judiciaires contre ceux qui s'en prendraient à l'entité et, comme d'habitude, en entremêlant la question juive avec le sionisme. D'où la conclusion sur les accords d'Abraham, lesquels sont bien en panne aujourd'hui.

3. Comment l'impérialisme occidental aide les sionistes à s'emparer de la Cisjordanie

Une enquête en immersion menée par Al Jazeera la semaine du 24 août dernier, révèle comment des donateurs occidentaux contournent la législation sur les organisations caritatives afin d'apporter leur soutien aux colonies sionistes en Palestine occupée. Depuis le 7 octobre 2023, l'entité coloniale sioniste a tué plus de 1.000 Palestiniens en Cisjordanie, dont plus de 230 enfants. Les attaques de colons contre les communautés rurales palestiniennes se sont multipliées, entraînant la destruction de biens et la saisie de bétail, et forçant des familles à quitter leur foyer. Parallèlement, l'armée d'occupation sioniste avait lancé une offensive de grande envergure contre le camp de réfugiés de Jénine, densément peuplé. L'essentiel des Palestiniens assassinés en Cisjordanie l'ont été par l'armée d'occupation et non par les colons.
Les gouvernements occidentaux affirment s'opposer à l'occupation de la Cisjordanie par l'entité coloniale sioniste et défendre le droit international. Toutefois, des journalistes d'Al Jazeera travaillant sous couverture mettent en lumière la manière dont des donateurs basés dans certains pays occidentaux financent l'expansion des colonies. Des journalistes d'Al Jazeera ont filmé en secret des réunions avec des organisations pro-colonisation de l'État colonial sioniste, en se faisant passer pour des donateurs basés au Royaume-Uni désireux de verser d'importantes sommes à leurs projets. On leur explique comment les fonds peuvent être transférés sous forme de dons déductibles des impôts à des associations caritatives au Royaume-Uni et au Canada, lesquelles reversent ensuite l'argent à ces organisations.
Les organisations sionistes indiquent aux journalistes infiltrés comment les dons peuvent servir à mener des campagnes pour la démolition de maisons palestiniennes et à fournir aux colons des équipements de sécurité de qualité militaire, par exemple des drones et des caméras de vision nocturne. Les fonds, leur explique-t-on peuvent servir à acheter des armes pour les colons de Jérusalem-Est occupée et aussi des équipements destinés aux soldats de l'armée d'occupation. Les organisations sionistes sont conscientes que leurs activités sont jugées illégales au Canada et au Royaume-Uni ; elles envisagent donc des moyens de dissimuler la finalité des dons, notamment en faisant transiter les fonds par des tiers affiliés et, dans certains cas, en déclarant de manière erronée la nature réelle de leurs dépenses. Au Royaume-Uni et au Canada, les organismes de bienfaisance sont tenus d'effectuer des vérifications approfondies quant à l'utilisation des fonds versés à l'étranger et de s'assurer de leur conformité à la loi. Les éléments recueillis par Al Jazeera mettent en évidence de graves lacunes dans ce processus.

4. la cession du pétrole vénézuélien aux multinationales US

Le 29 août dernier, le gouvernement fantoche du Venezuela, dirigé par le triumvirat Delcy Rodriguez, Jorge Rodriguez et Diosdado Cabello a signé un accord avec la puissance impérialiste dominante livrant l'essentiel du

pétrole foré au Venezuela aux multinationales US. A cette occasion, la « présidente par intérim », Delcy Rodriguez, a déclaré : « *J'exprime ma profonde gratitude au président des États-Unis, Donald Trump, ainsi qu'au secrétaire d'État, Marco Rubio, et au gouvernement américain pour leur engagement envers cet accord...* ». Une déclaration constituant un monument de soumission à l'impérialisme états-unien. Chávez éprouverait une immense honte face à l'état lamentable de ses héritiers politiques.
A l'occasion de sa déclaration destinée aux Vénézuéliens, Delcy Rodriguez a confirmé que seulement 29 % des revenus pétroliers reviendraient au Venezuela et 65 milliards de barils seraient livrés aux États-Unis. Le Venezuela, a-t-elle affirmé, s'attend à percevoir 209 milliards de dollars de recettes publiques dans le cadre de cet accord ; il s'agit toutefois seulement d'une fraction des profits que les États-Unis tireront de 25 années d'exploitation sur 17 gisements pétroliers, une durée pouvant être prolongée jusqu'à 100 ans. Environ 1,5 million de barils de pétrole seront extraits quotidiennement, ceci représente une valeur brute de 124 millions de dollars par jour, sur la base d'un prix moyen de 83 dollars le baril. Au vu de ces chiffres, il apparaît clairement que les 209 milliards de dollars de « recettes » attendus par le Venezuela sont, en réalité, uniquement des miettes : le pays finance l'exploitation de son propre pétrole, cela profite encore davantage aux États-Unis.
Dès mercredi 2 septembre, le bal a commencé avec la signature d'un accord entre l'État vénézuélien et la multinationale US Chevron, laquelle était déjà la seule présente au Venezuela, à travers les zones franches mises en place par Nicolas Maduro, et la multinationale à dominante italienne, mais à capitaux minoritaires US ENI, sous la supervision de Chris Wright, secrétaire US à l'énergie. D'autres multinationales devraient défiler dans le bureau de Delcy Rodriguez pour de nouvelles signatures.
Comme nous le disons dans notre article plus général sur la question publié la semaine dernière, le « gouvernement » vénézuélien a choisi le camp de la Bourgeoisie compradore et la collaboration-soumission active à l'impérialisme dominant. Il devient de plus en plus difficile aux fans européens et notamment français de la « révolution bolivarienne » de justifier la position de Delcy Rodriguez, présentée en janvier dernier par d'aucuns comme un rempart défendant mordicus les acquis du chavisme. Avaler des couleuvres peut conduire à l'étouffement. Tout cela, rappelons le, se passe dans le cadre d'un affrontement général entre les deux plus importantes puissances impérialistes, les USA et la Chine et ces accords signés se font donc au détriment des multinationales chinoises qui vont être chassées à terme du Venezuela. Encore une fois, c'est à cette aune qu'il faut lire la stratégie de Trump, au Venezuela comme en Iran.

1[1] Soueïda est une ville du sud de la Syrie dirigé par les Druzes qui servent d'auxiliaires à l'entité coloniale sioniste.

1[2] Tony Blair a été chargé par le « Conseil de la Paix » de Trump d'aller voir le collabo Abbas à Ramallah pour exiger que, dans les manuels scolaires, le mot « Palestine » soit supprimé et remplacé par le nom biblique «Samarie». Abbas a refusé, il n'avait guère le choix.